

Vertraulich

VERHANDLUNGSPROTOKOLL

der 32. Sitzung des Bundesrates

vom 16. Oktober 1991

En l'absence du Président Cotti, qui participe à Lucerne à la réunion des ministres européens de la famille, la séance est présidée par M. Felber. La question européenne ne sera discutée qu'au cours de la séance extraordinaire de l'après-midi. M. Stich souhaite par contre que le problème de l'augmentation du prix des carburants et des taxes d'incitation fasse l'objet d'une discussion afin que le Conseil précise sa position avant les rencontres de l'après-midi avec les organisations concernées de l'économie et de la protection de l'environnement. Cette proposition n'est pas retenue. Il s'agit en effet d'écouter ces organisations: le Conseil ne devra donc décider qu'après avoir entendu l'avis de ces milieux. M. Ogi regrette qu'une indiscretion de la part d'un haut fonctionnaire ait permis la publication intempestive des intentions du Conseil fédéral.

Schulgemeinde Appenzell

Es wird bedauert, dass bei dieser Beschwerde die Spruchgebühr zu tief angesetzt wurde. Die Kosten für die Behandlung solcher Beschwerden müssen gedeckt werden. Diese Frage sollte demnächst vom Rat grundsätzlich angegangen werden, denn sie stellt sich immer öfters, und eine einheitlichere Praxis wäre sehr erwünscht.

Verschiedene Kreditbegehren

Da der Rat zahlreiche Kreditbegehren in verschiedenen Bereichen zu behandeln hat, kommentiert Bundesrat Stich die unerfreuliche Lage der Bundesfinanzen und die mangelnde Budgetdisziplin in der Bundesverwaltung. Die Verwaltung ist das getreue Spiegelbild des Parlaments geworden. Wenn es dem Bundesrat nicht gelingt, die Ausgabenflut einzudämmen, werden die Finanzprobleme unlösbar. Vor allem die steuerbaren Ausgaben, wie zum Beispiel für Kommissionen und Honorare, müssen gebremst werden. Die Verwaltung verfügt über ausgezeichnete Beamte, deren Wissen vermehrt zum Zuge kommen sollte. Dies würde die kostspieligen Ex-

pertenhonorare vermindern. Der Rat nimmt dies zur Kenntnis und kürzt danach verschiedene Kreditbegehren von mehreren Departementen. Andere werden aber bewilligt, denn die Ausgaben wurden bereits getätigt.

Démission de M. Jacobi

Le départ à la retraite anticipé du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères Klaus Jacobi a été publié par un journal romand. C'est M. Jacobi lui-même qui a provoqué cette fuite en envoyant lundi déjà à de nombreuses personnalités une lettre dans laquelle il annonce sa décision. Le Conseil prend acte de la démission et se penche sur les modalités de compensation des vacances du secrétaire d'Etat. Il est en effet étonnant que M. Jacobi ait un tel nombre de semaines de vacances à compenser, mais étant donné les tâches du secrétaire d'Etat, un contrôle est très difficile. On fait remarquer d'ailleurs que pour de tels postes, il n'est pas opportun que le fonctionnaire qui entend prendre sa retraite assume ses responsabilités jusqu'à la dernière minute. Les propositions discutées à l'amiable avec l'intéressé sont donc adoptées et M. Jacobi sera remplacé à partir du 1er mars 1992.

Jahrestagung der Interpol

Auch wenn nur zwei Beamte an dieser Jahrestagung teilnehmen, wird die Grösse der Delegation kritisiert. Wenn noch weniger Leute entsendet werden, kann die Schweiz nicht in allen Kommissionen mitarbeiten. Der Rat ist deshalb mit dem Antrag einverstanden, möchte sich aber demnächst grundsätzlich mit der Frage der Delegationen an internationalen Tagungen befassen.

Ordonnance sur les étrangers

Les propositions sont adoptées même si, pendant la discussion, une diminution du nombre des autorisations pour les saisonniers est demandée. La politique du Conseil fédéral en la matière perd de sa crédibilité si le nombre des étrangers qui travaillent en Suisse continue d'augmenter. Il faut considérer également que dans de nombreux secteurs et régions, le chômage est en nette augmentation. De plus, les cantons feront valoir avec insistance le fait que 10 pour cent des autorisations saisonnières seront bloquées pour le moment. Il faut en outre considérer que l'interdiction de travail de 6 mois imposée aux requérants d'asile soulève déjà des problèmes sur le marché du travail. Le Conseil adopte donc les propositions, mais ne les annoncera que la semaine prochaine pour donner l'occasion à M. Delamuraz d'expliquer la po-

litique du Conseil en la matière à la conférence des chefs cantonaux de l'économie.

Einführung des Oeffentlichkeitsprinzips

Die Frage der Einführung des Oeffentlichkeitsprinzips in der Bundesverwaltung ist weiterhin sehr umstritten. Im Informationsbereich sind zwar Reformen notwendig, doch wird das Oeffentlichkeitsprinzip noch mehr Schwierigkeiten bereiten. Bevor der Rat dieses Vorhaben zum Richtliniengeschäft erklärt, müssen die Entscheide in bezug auf die Regierungsreform abgewartet werden, denn diese zwei Bereiche haben zahlreiche Berührungspunkte. Der Rat entscheidet, die Einführung des Oeffentlichkeitsprinzips vorläufig nicht als Richtliniengeschäft zu erklären, im Bericht aber darauf hinzuweisen, dass die Frage gegenwärtig geprüft wird. Das EJPD wird ermächtigt, an einem Gesetz weiterzuarbeiten. Die Stellungnahme zur Motion Hess wird durch die Bundeskanzlei erarbeitet.

Kinder der Landstrasse

Dem Kreditbegehren für die Stiftung zur Wiedergutmachung für die Kinder der Landstrasse wird zugestimmt. Bundespräsident Cotti, der inzwischen die Leitung der Beratungen übernommen hat, wird sich einsetzen, damit bis Ende 1992 alle noch offenen Fragen erledigt werden können.

Umfragen

- M. Felber
- donne le programme de la visite d'Etat du Président italien Cossiga. Il représentera le Conseil lors des manifestations à Genève.
 - les 2 et 3 décembre aura lieu à Paris une importante séance de l'OCDE pour préparer la réunion de Rio de Janeiro sur l'environnement. Dès que le programme sera établi, il prendra contact avec le président Cotti pour régler les détails de la présence Suisse afin qu'il soit possible de tenir la séance du Conseil fédéral du 2 décembre.
 - l'ambassadeur Chenaux-Repond voulait porter lors d'une conférence publique des appréciations inopportunes sur l'Europe. Il n'a pas été facile

de le convaincre de modérer ses propos, car ce diplomate a invoqué le droit à la liberté d'expression sanctionné par la convention des droits de l'homme. Une telle interprétation par des hauts fonctionnaires est problématique, car il est difficile d'établir une séparation entre fonction publique, et donc devoir de fidélité à son employeur, et droits privés de chaque citoyen.

- l'ambassadeur de Turquie en Suisse a été convoqué à la suite de la nouvelle intervention de l'armée turque contre les Kurdes en Irak.

BR Stich

- informiert über die Tagung der Zehnergruppe in Bangkok. Die Notwendigkeit, die Staatsdefizite zu reduzieren, wurde unterstrichen. Ein Treffen mit Brady konnte nicht zustandekommen.

M. Delamuraz

- a fait rapport par écrit sur sa mission en Hongrie et en Tchécoslovaquie à la tête d'une importante délégation économique. Il a constaté dans ces pays une forte volonté de dépasser les problèmes actuels, qui sont énormes. Tous ses interlocuteurs ont manifesté une sympathie très forte et sincère à l'égard de la Suisse
- se félicite du bon travail réalisé auprès des pays baltes d'abord par le DFAE, et plus récemment par l'OFAEE. La Suisse a été le premier pays au monde à parapher avec ces pays un accord sur les investissements. Malgré ce succès évident, à une exception près, la presse ne s'en est pas occupée.

BR Koller

- informiert über die erfolgreiche Operation "Benjamin" der Bundesanwaltschaft. Ein wichtiger Drogenring konnte aufgelöst werden. Es ist schade, dass Jörg Schild, der Leiter der Drogenabteilung, nun als Basler Regierungsrat kandidiert und "leider" grosse Chancen hat, gewählt zu werden.

- Ein Vertreter der britischen Nachrichtendienste hat seinen Aerger und seine Bestürzung über die Art der Publikation der Ergebnisse des Berichtes Cornu ausgedrückt. Man hatte ihm gegenüber versprochen, dass auch künftig die Geheimhaltung gewährt bleibe.
 - kann an der Sitzung vom 30. Oktober nicht teilnehmen, denn er wird die Schweiz an einer Migrations- und Asylkonferenz in Berlin vertreten.
- BR Ogi
- berichtet über den Erfolg der Telecom-Ausstellung von Genf. Diese wichtige Ausstellung wird auch 1995 in Genf stattfinden können. 60 Minister aus der ganzen Welt haben daran teilgenommen.
 - hat drei Informationsnotizen über die VIP-Lufttransporte, die Teilkraftfahrzeugsteuer und die Tagung von TV 5 in Ottawa verteilt.
- BR Villiger
- würde sich freuen, wenn die Empfehlung der Zehnergruppe von Bangkok, die Militärausgaben auf 4,5 Prozent des Bruttosozialproduktes zu begrenzen, auch in der Schweiz angewendet würde: er könnte dadurch die nötigen Waffen kaufen.
 - Darf der Ständeratssaal für die Brevetierung neuer Generäle benützt werden? Dies ist bei Teilnahme eines Bundesrates unproblematisch.
- Chanc. Couchepin
- pour la séance spéciale de Gerzensee, les membres du Conseil organiseront eux-mêmes leur déplacement. Le repas de samedi à midi a été annulé. Le Conseil est d'accord. Quant aux délibérations, elles auront lieu en deux étapes: il y aura tout d'abord un échange de vues avec les experts. Une éventuelle décision se prendra sans participation des membres du groupe de travail. D'ailleurs, le Conseil fixera le mandat et les procédures au cours de la séance du 30 octobre seulement, sur la base d'une proposition de la chancellerie.

- le Touring-Club de Suisse ne participera pas aux discussions de l'après-midi consacrée aux taxes sur les carburants, pour protester contre la décision de procéder à une discussion unique avec les milieux de la protection de l'environnement.

Intégration européenne

Après le repas de midi, le Conseil reprend ses délibérations et discute pendant deux heures d'abord le TEEE, puis l'accord sur le transit. Il s'agit en premier lieu de décider si l'on accepte le TEEE tel qu'il sortira probablement de la dernière phase de la négociation, mais surtout de préciser la stratégie que le Conseil entend annoncer publiquement. Pour M. Delamuraz, le moment est venu de décider que le TEEE n'est qu'une étape et que l'objectif du Conseil est l'adhésion à la CE. Cet avis est partagé par M. Felber. Le Conseil a déjà décidé de refuser de faire cavalier seul. Etant donné que le TEEE n'est pas acceptable définitivement, il faut pouvoir annoncer la volonté d'adhérer à la CE. Dans le choix de la stratégie à suivre, il faut tenir compte aussi des délais: si l'on devait déposer demain une demande d'adhésion, le peuple ne pourrait voter que dans 5 ans. Le rapport présenté analyse d'une façon un peu plus détaillée ce que signifie pour la Suisse une adhésion.

Auch für BR Villiger soll der EWR von einem strategischen zu einem taktischen Instrument werden. Der EWR kann nicht mehr als Ziel definiert werden, ist aber als Uebergangslösung akzeptabel. Das Volk ist noch nicht für einen Beitritt zu haben, eine Entwicklung ist aber durch den EWR möglich. Der Rat muss ganz klare politische Entscheide treffen.

BR Stich steht diesem Vorschlag mehr als skeptisch gegenüber. Eine solche Strategie bedeute die Aufgabe des EWR. Man würde zwingend politische Veränderungen in Kauf nehmen. Welchen Stellenwert hat die direkte Demokratie? Man sollte nicht bei den wirtschaftlichen Fragen anfangen, sondern bei den politischen. Die Ergebnisse des EWR sind schlecht, und der Beitritt hat keine Chance. In dieser Lage sollte der Bundesrat den Mut haben, dem Parlament zu beantragen, den EWR nicht zu genehmigen. BR Koller teilt diese Auffassung nicht. Der Alleingang kann nicht das Ziel der Politik des Bundesrates sein. Ein Beitritt zur EG wäre aussen- und wirtschaftspolitisch eine gute Lösung, kommt aber innenpolitisch gegenwärtig nicht in Frage. Man soll deshalb den EWR als Mittel zum Beitrittsziel erklären. Ein Nein des Volkes zum EWR wäre viel weniger schlimm als eine Ablehnung des Beitrittes. Was die politischen Folgen eines Beitrittes betrifft, so haben

auch die andern Länder, zum Beispiel Grossbritannien, schmerzhaftes Souveränitätsverluste in Kauf genommen.

Die Schwierigkeiten sind auch für BR Ogi gross, doch muss der Rat klar aufzeigen, dass der Weg nach Europa führt. Die EG ist eine treibende Kraft geworden, und ohne politischen Preis kann die Schweiz nicht mitmachen. Der Rat muss nun Visionen, Optionen, Perspektiven aufzeigen. In bezug auf den Souveränitätsverlust müssen wir das Terrain vorbereiten.

Pour le président Cotti, la discussion ressemble à celles que le Conseil a déjà eues à plusieurs reprises. Les problèmes qui se posent sont essentiels. On ne pourra fixer l'objectif de l'adhésion que lorsqu'on en connaîtra toutes les conséquences. Même du point de vue tactique, lier l'EEE à l'adhésion est discutable, car on pourrait susciter de nouvelles oppositions, par exemple de la part des paysans. Dans cette situation difficile, il faut retarder toute décision, car le Conseil ne pourra trancher que lorsque toutes les données seront connues.

MM. Delamuraz, Felber et Koller combattent ce point de vue. Il faut absolument que lundi à Luxembourg, lors de la dernière phase de la négociation, le Conseil annonce clairement sa décision et son attitude vis-à-vis de l'adhésion. Il n'est pas possible de reporter une décision du Conseil au-delà de cette date.

Der Rat wird seine Beratungen hierüber in den nächsten Tagen fortsetzen und diskutiert nun lieber den Transitvertrag. Die Verhandlungen sind nach den Worten von BR Ogi in eine entscheidende Phase getreten. Die EG hat unsere Verkehrspolitik akzeptiert, und auch materiell ist der grösste Teil der Ziele der Schweiz erfüllt worden. Nur kleinere Zugeständnisse mussten gemacht werden. Das angedrohte Referendum gegen die NEAT könnte die Schlussverhandlungen belasten.

In einer ersten, kurzen Diskussion werden die Ergebnisse, wie sie heute vorliegen, positiv gewertet, und BR Ogi wird für dessen Einsatz und Erfolg gedankt. Ohne Transitvertrag wäre auch ein EWR in Frage gestellt. Die verschiedenen Bestimmungen des Vertrages müssen aber noch in den Details studiert werden, denn bei vielen wird die Auslegung entscheidend sein. Formell wird deshalb über das weitere Vorgehen erst später entschieden.

29.10.1991 AC/dl

SCHWEIZERISCHE BUNDESKANZLEI

geht an:

- Departementsvorsteher (7)
- Bundeskanzler (1)
- Vizekanzler/in (2)